



**COMMUNE DE LAVOUX**

**(VIENNE)**



# PLAN LOCAL D'URBANISME



## PIÈCE I – RAPPORT DE PRÉSENTATION

### VOLUME III - IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT



**Vu pour être annexé à la délibération  
du Conseil Communautaire de Grand Poitiers  
Communauté urbaine pour approbation  
en date du 8 décembre 2017.**

**Le Président, M. Alain CLAEYS**



**DÉCEMBRE 2017**

| PLAN LOCAL D'URBANISME | PRESCRIT   | PROJET ARRÊTÉ | PROJET APPROUVÉ |
|------------------------|------------|---------------|-----------------|
| Élaboration            | 20/06/2014 | 20/12/2016    | 08/12/2017      |



**Bureau d'études PARCOURS**

Maîtres d'œuvres / Urbanisme . Infrastructures . Paysage . Environnement  
27 rue de l'Abreuvoir . 79 500 MELLE . Tel : 05.49.27.05.12 . Fax : 05.49.27.05.29  
Mail : [contact@parcours-ingenierie.fr](mailto:contact@parcours-ingenierie.fr) . Internet : [www.parcours-ingenierie.fr](http://www.parcours-ingenierie.fr)



# SOMMAIRE

|  |           |
|--|-----------|
| <b>IMPACTS ATTENDUS SUR LA BIODIVERSITÉ.....</b>                             | <b>3</b>  |
| <i>Sur les éléments de la trame verte et bleue .....</i>                     | <i>5</i>  |
| <i>Sur les espaces protégés pour la biodiversité.....</i>                    | <i>7</i>  |
| <i>Sur les espaces importants pour la biodiversité .....</i>                 | <i>9</i>  |
| <b>IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES .....</b> | <b>13</b> |
| <i>La lutte contre les pollutions.....</i>                                   | <i>15</i> |
| <i>L'exposition aux nuisances .....</i>                                      | <i>25</i> |
| <i>La prise en compte des risques .....</i>                                  | <i>27</i> |
| <b>IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE .....</b>            | <b>31</b> |
| <i>La préservation des paysages.....</i>                                     | <i>33</i> |
| <i>La qualité du cadre de vie.....</i>                                       | <i>35</i> |



**PREMIÈRE PARTIE**

**IMPACTS ATTENDUS  
SUR LA BIODIVERSITÉ**



# SUR LES ÉLÉMENTS DE LA TRAME VERTE ET BLEUE

## IMPACTS SUR LES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA TRAME VERTE

### Les boisements

**403,9 hectares** de boisements ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement. Ne sont pas pris en compte les boisements considérés comme des cultures (peupleraies, vergers...) ou ne présentant pas une densité boisée suffisante.

Tous les boisements ainsi recensés participent au fonctionnement écologique de la trame verte et bleue, ainsi qu'à la qualité des paysages de la commune. Ils bénéficient en conséquence de classements protecteurs spécifiques dont l'importance est proportionnelle aux enjeux environnementaux rencontrés :

- **395,2 hectares** de massifs forestiers sont protégés en tant qu'espaces boisés classés en raison de leur haute valeur écologique. Ces boisements sont localisés sur et autour des secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité dans le Schéma Régional de Cohérence Écologique. Leur protection stricte est motivée en ce sens.
- **8,7 hectares** de massifs forestiers épars sont protégés en tant qu'éléments de paysage en raison de leur participation à la composition paysagère. Leur protection souple est motivée en ce sens.

■ La création de dispositions réglementaires protégeant l'ensemble des boisements garantit l'absence d'incidence notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

### Les haies bocagères

**17,4 kilomètres** de haies bocagères ont été recensés lors de la réalisation de l'état initial de l'environnement, en appui sur des photos aériennes, des visites de terrain et le travail de l'atelier participatif « Trame verte et bleue ». Ces haies sont intégralement inscrites en tant qu'éléments de paysage à protéger : leur destruction sera conditionnée au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

■ L'application de dispositions réglementaires protégeant le maillage bocager garantit l'absence d'incidence notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame verte.

### Les arbres remarquables

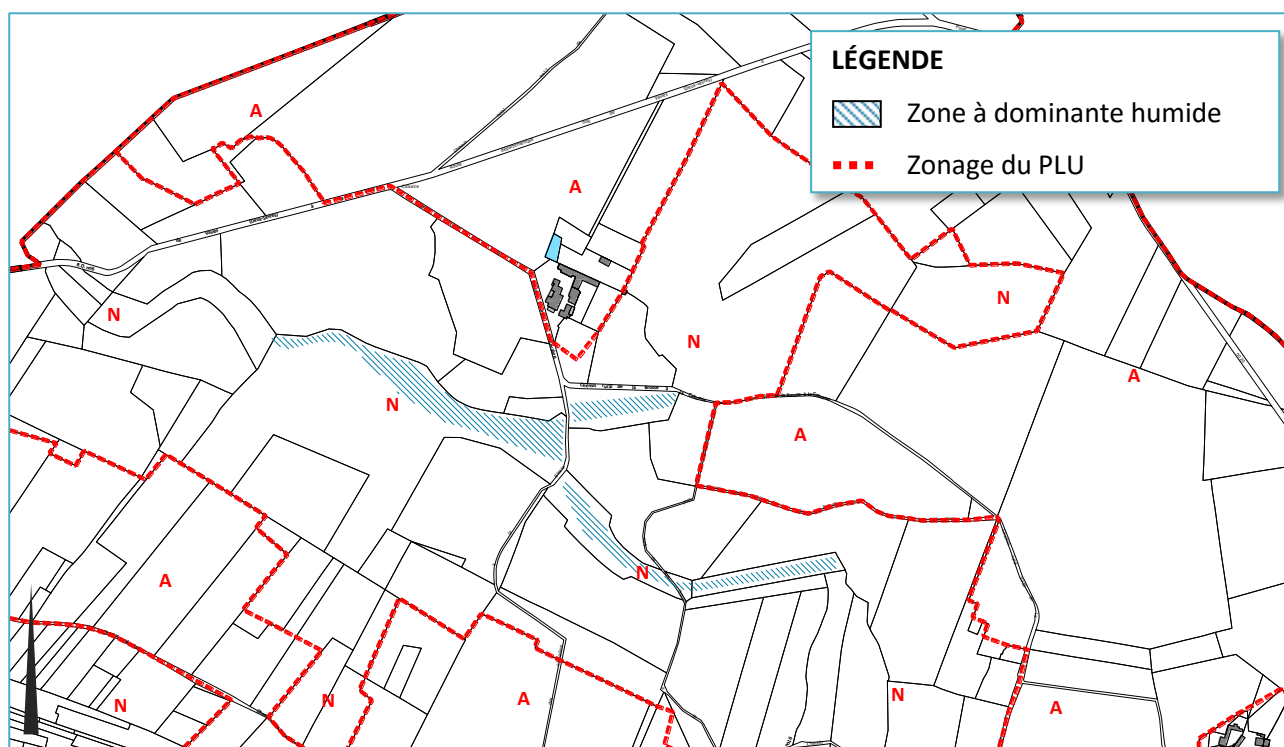
Le Plan Local d'Urbanisme de Lavoux ne prévoit pas la protection d'arbres remarquables pour leur intérêt écologique ou esthétique.

## IMPACTS SUR LES ÉLÉMENTS COMPOSANT LA TRAME BLEUE

### Les zones à dominante humide

L'inventaire de prélocalisation réalisé par la DREAL Nouvelle-Aquitaine met en évidence des zones à dominante humide concentrées en partie Nord-Ouest de la commune, principalement au niveau du lieu-dit « Vallée du Pont », au Sud du lieu-dit « La Brosse ». Ces zones à dominante humide représentent une superficie 2,9 hectares et sont intégralement classées en secteur naturel « N » au PLU.

#### Zones à dominante humides et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données DREAL Nouvelle-Aquitaine - Échelle : 1/10 000

- Les zones à dominante humide sont localisées dans une zone suffisamment protectrice du Plan Local d'Urbanisme, ce qui garantit l'absence d'incidence notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.

### Les cours d'eau

La commune de Lavoux ne comporte pas de cours d'eau.

### Les mares

Afin de prendre en compte les enjeux écologiques afférents, **27 mares** sont classés en tant qu'éléments de paysage à protéger au Plan Local d'Urbanisme. Cette disposition réglementaire soumet la destruction (par comblement) de ces éléments au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

- L'application de dispositions réglementaires protégeant une partie importante des mares garantit l'absence d'incidence notable de la mise en œuvre du plan sur cette partie de la trame bleue.



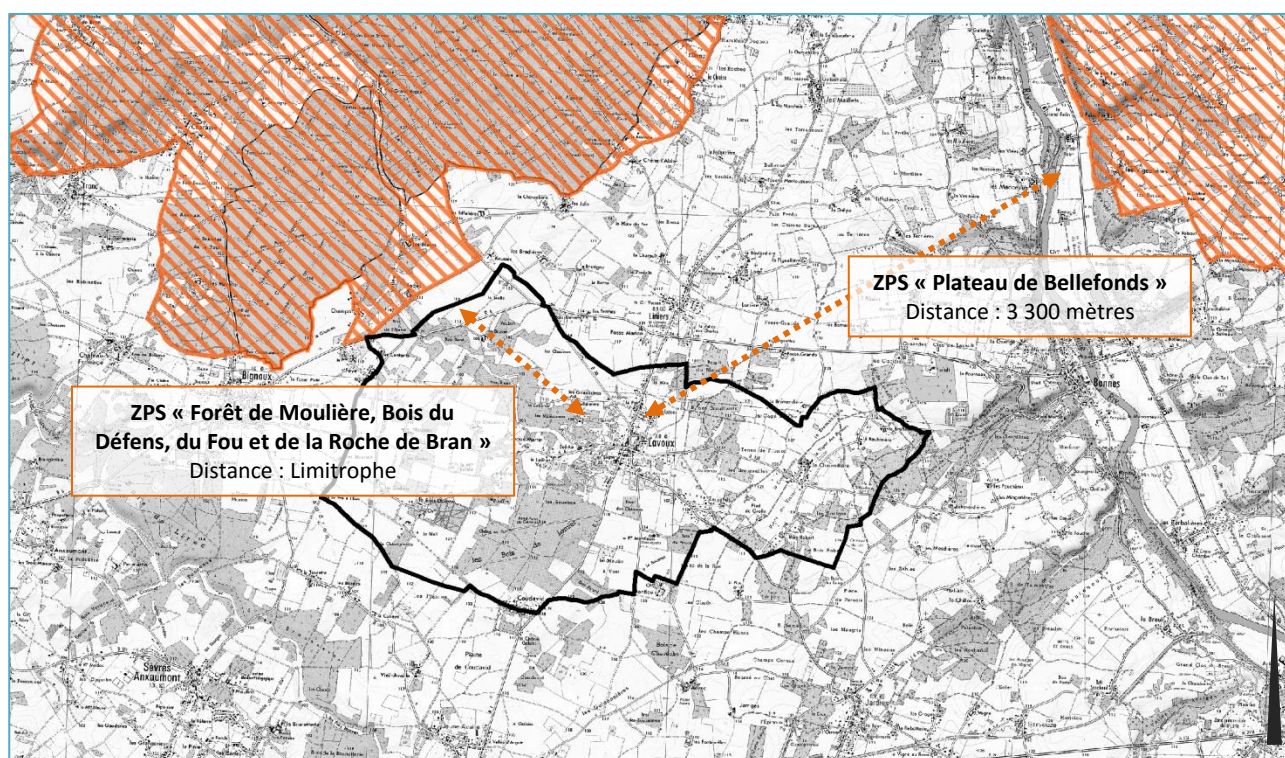
# SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

## DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLU

La commune de Lavoux est limitrophe de la Zone de Protection Spéciale (ZPS) « Forêt de Moulière, Bois du Défens, du Fou et de la Roche de Bran », intégrée au réseau européen Natura 2000. La ZPS « Plateau de Bellefonds » est distante de plus de 3 kilomètres vers le Nord-Est.

L'intérêt de ces deux sites est ornithologique.

### Sites Natura 2000 à proximité de Lavoux



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et INPN – Échelle : 1/75 000

Aucun espace protégé pour la biodiversité n'impactant la commune de Savigny-Lévescault, le Plan Local d'Urbanisme ne met en œuvre de dispositions réglementaires qu'au regard des éléments de la trame verte et bleue jouant le rôle de continuité écologique entre ces espaces.

## IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES PROTÉGÉS POUR LA BIODIVERSITÉ

En l'absence d'espace protégé pour la biodiversité sur la commune, les impacts de la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme sont nuls.

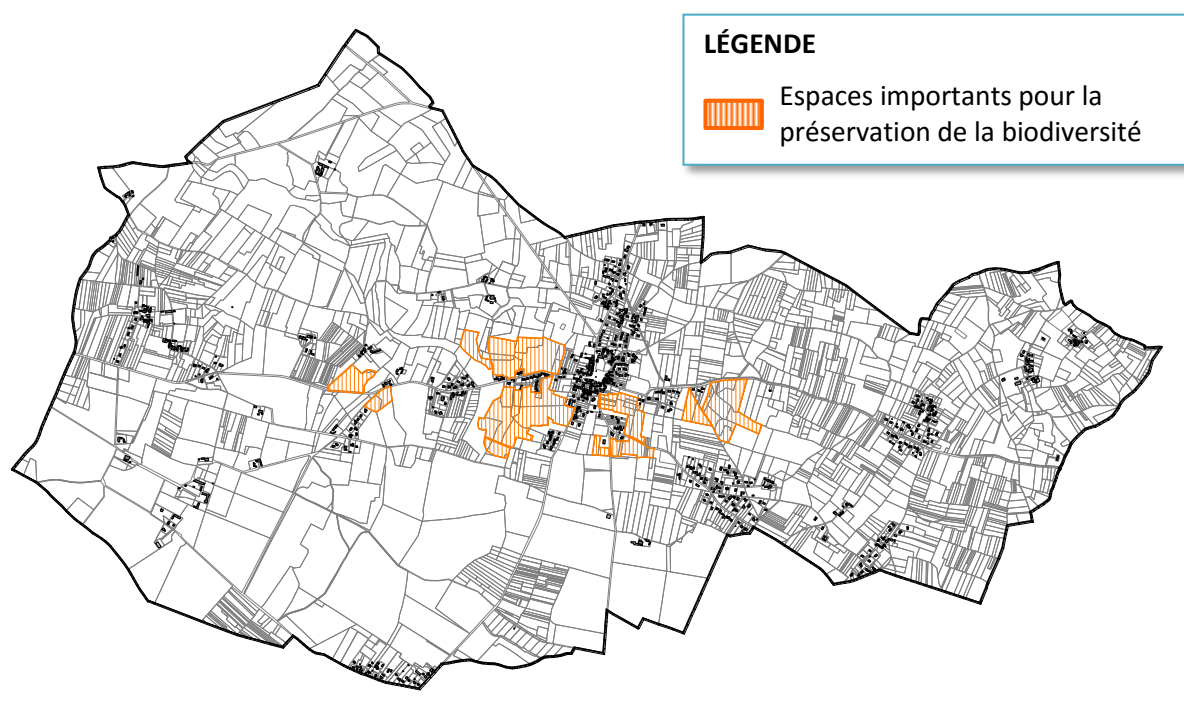


# SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

## DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES MISE EN PLACE PAR LE PLU

Le territoire de Lavoux ne comprend pas d'espaces officiellement identifiés comme importants pour la préservation de la biodiversité (ZNIEFF, espace naturel sensible...). Pourtant, les siècles passés d'exploitation de la pierre calcaire ont généré la formation de milieux particuliers avec la mise à nu de la roche-mère (falaises, remblais...) et un bouleversement topologique important (excavations, cavaliers...). Ces espaces nus et influencés par le comportement réfractaire de la pierre calcaire, dans un contexte climatique relativement sec, ont favorisé la colonisation de ces milieux par des espèces thermophiles. Lorsque la forêt n'a pas pris le dessus, les anciennes carrières comportent des habitats patrimoniaux tels que les pelouses sèches calcicoles, les landes à genévrier ou les affleurements rocheux.

### Espaces importants pour la préservation de la biodiversité sur la commune



Source : Cadastre DGFIP, synthèse documentaire et relevés de terrain - Échelle : 1/40 000

Les secteurs de carrières susceptibles d'être importants pour la préservation de la biodiversité couvrent une superficie estimée à **46 hectares**, soit 3,1 % du territoire communal.





## IMPACTS ATTENDUS SUR LES ESPACES IMPORTANTS POUR LA BIODIVERSITÉ

En raison de la vocation protectrice du secteur naturel « N », le règlement qui s'y applique est de nature fermée. Toutes les constructions qui ne sont pas explicitement autorisées, y sont interdites. De plus, le règlement de ces secteurs interdit explicitement toute construction susceptible de porter atteinte aux activités agricoles, ainsi qu'à la sauvegarde des milieux naturels.

De façon générale, ce règlement interdit également toute activité susceptible de créer ou de subir des nuisances : altération de la nappe phréatique, nuisances sonores ou olfactives, pollution des sols ou de l'air par des poussières et des éléments toxiques...

De façon spécifique, le règlement des secteurs naturel à vocation de loisirs « NL » et naturel patrimonial « Np » interdit « *tout affouillement et exhaussement de sol entraînant une remise en cause notable de la topographie issue de l'activité passée d'extraction des matériaux du sous-sol, et notamment les fronts de taille, les cavités (« tanfiches ») et les monticules (« cavaliers »).* »

- **Les possibilités d'aménagement et de construction sont fortement limitées ou encadrées sur l'ensemble des secteurs naturels au sein desquels sont classés les espaces importants pour la biodiversité. La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme ne générera pas d'incidence notable sur la fonctionnalité écologique de cet espace.**

Leur protection permet en revanche leur préservation dans un contexte de fermeture progressive et d'appauvrissement de ces milieux. L'aménagement et l'ouverture au public d'une partie de ces carrières, en projet (« La Frémigère » comme témoin culturel des techniques d'extraction du calcaire, « L'Épine » comme témoin géologique de cette partie du Poitou, « Nougeratte » comme témoin de la richesse biologique présente sur le territoire communal), doit permettre de les sauvegarder (déblaiement des déchets, entretien du milieu, préservation des « tanfiches », des « cavaliers » et des fronts de taille...).



## DEUXIÈME PARTIE

# IMPACTS ATTENDUS EN MATIÈRE DE POLLUTIONS, NUISANCES ET RISQUES





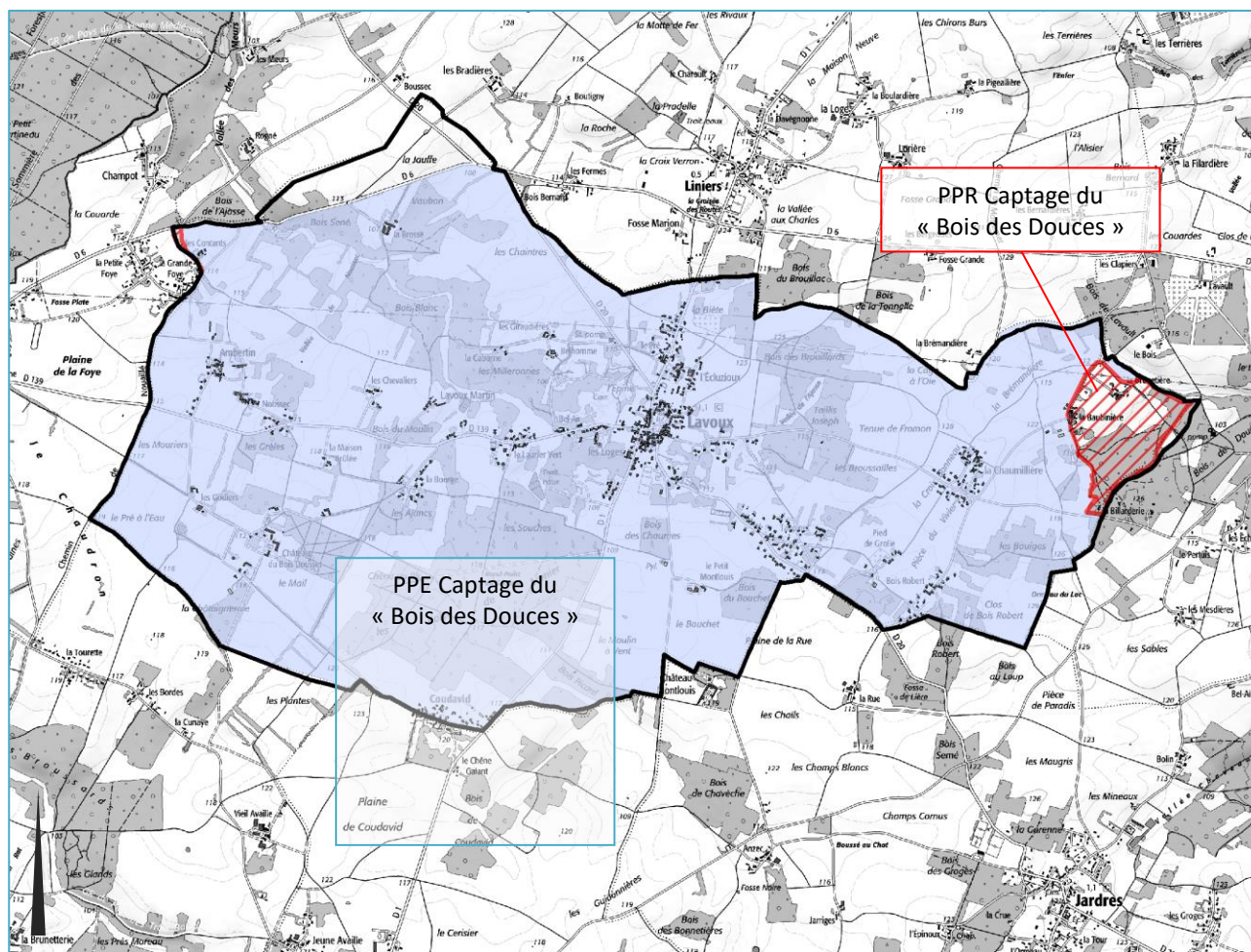
# LA LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS

## IMPACTS SUR LA QUALITÉ DE L'EAU

### Protection de la ressource en eau

Le territoire communal de Lavoux est concerné par des périmètres de protection du captage du « Bois des Douces » situé sur la commune de Bonnes. Celui-ci a été déclaré d'utilité publique par Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 le 08 Juin 2007.

### Périmètres de protection de captages impactant la commune



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25, DDT 86 et ARS Poitou-Charentes – Échelle : 1/40 000

Le périmètre de protection éloignée (PPE) du captage du « Bois des Douces » concerne la quasi-totalité de la commune à l'exception de la partie au Nord de la RD 6.

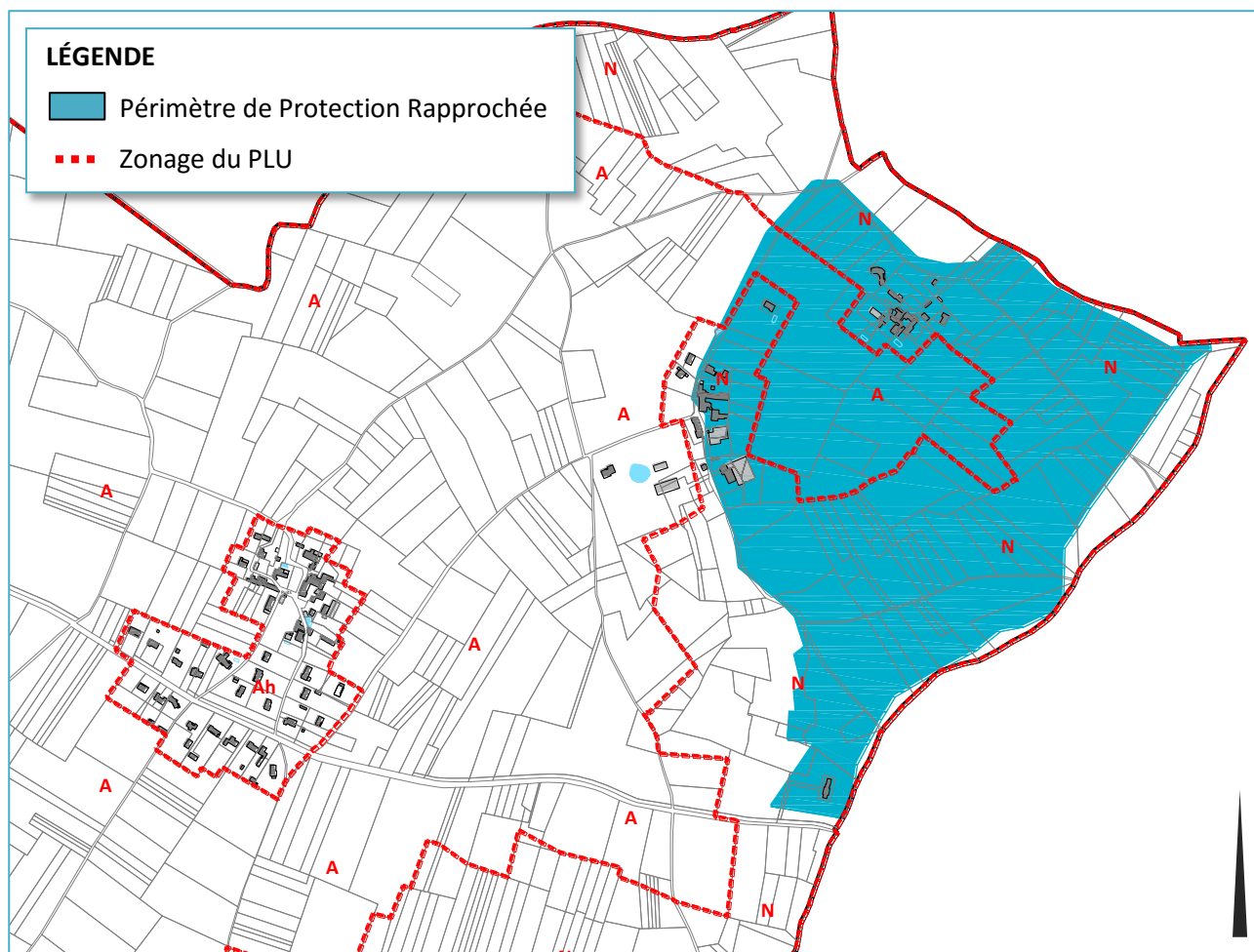
Le périmètre de protection rapprochée (PPR) du captage du « Bois des Douces » impacte directement le territoire communal de Lavoux, en partie Est de la commune. Des prescriptions restrictives s'appliquent aux opérations d'aménagement réalisées dans les périmètres de protection, comme détaillé à l'Arrêté Préfectoral mentionné ci-dessus.

Il importe donc que les dispositions réglementaires relatives à la protection des ressources soient mises en place afin d'éviter les pollutions diffuses et de ce fait assurer une protection optimisée de la santé des populations.

Le Périmètre de Protection Rapprochée du captage du « Bois des Douces » représente une surface de 38,1 hectares sur la commune de Lavoux. Il est situé pour partie :

- › en secteur naturel « N » pour 29,7 hectares,
- › en secteur agricole « A » pour 8,4 hectares.

#### PPR du captage du « Bois des Douces » et zonage du Plan Local d'Urbanisme



Source : Zonage du Plan Local d'Urbanisme, cadastre DGFIP, données DDT 86 - Échelle : 1/10 000

Les orientations du document d'urbanisme sont cohérentes avec les restrictions d'usage imposées par l'Arrêté Préfectoral déterminant les périmètres de protection rapprochée et les servitudes afférentes à ces périmètres. Le tableau ci-après illustre l'articulation entre ces documents.

### Compatibilité du règlement du PLU avec les prescriptions du captage du « Bois des Douces »

| Prescriptions   | Réglementation liée au PPR | Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme   |              |
|---|----------------------------|--|--------------|
|   |                            | Secteur N  | Secteur A    |
| La création de forage ou de puits autre que pour l'AEP  | Interdiction               | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières  | Interdiction               | Interdiction   |              |
| L'ouverture d'excavation autre que celles destinées au passage de canalisations d'AEP ou éventuellement d'assainissement ou à l'effacement des réseaux aériens                        | Interdiction               | Interdiction   |              |
| Le remblaiement des excavations ou carrières existantes   |                            | Interdiction   |              |
| L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs ou de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux           | Interdiction               | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'établissement de toutes constructions, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau                               | Réglementation sp.         | Extensions et annexes aux bâtiments d'habitation autorisées sous conditions en secteurs N et A |              |
| L'assainissement individuel   | Réglementation sp.         | Autorisation   |              |
| L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées, qu'elles soient brutes ou épurées  | Réglementation sp.         | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tout autre produit liquide ou gazeux susceptible de porter directement ou indirectement atteinte à la qualité des eaux | Interdiction               | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux  | Interdiction               | Interdiction   |              |
| Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux cités dans le présent tableau   | Interdiction               | Interdiction   |              |
| Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques et de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures        | Réglementation sp.         | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail  | Réglementation sp.         | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols autres que ceux cités ci-après   |                            | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées brutes  | Interdiction               | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)  |                            | Hors champ réglementaire du PLU  |              |
| L'établissement d'étables ou de stabulations libres   |                            | Interdiction   | Autorisation |
| Le pacage des animaux   |                            | Hors champ réglementaire du PLU  |              |

| Prescriptions  | Réglementation liée au PPR | Prise en compte dans le Plan Local d'Urbanisme |           |
|--|----------------------------|--|-----------|
|  |                            | Secteur N                                      | Secteur A |
| L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail  |                            | Hors champ réglementaire du PLU                |           |
| Le drainage des terres agricoles   |                            | Hors champ réglementaire du PLU                |           |
| Le déboisement en dehors des coupes d'entretien  | Interdiction               | Interdiction                                   |           |
| La création d'étangs   | Interdiction               | Interdiction                                   |           |
| Le camping (même sauvage) et le stationnement des caravanes et des camping-cars  | Interdiction               | Interdiction                                   |           |
| La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation                                       | Interdiction               | Hors champ réglementaire du PLU                |           |
| La création d'activités artisanales, industrielles ou commerciales, même temporaires, susceptibles de générer des pollutions non domestiques | Interdiction               | Interdiction                                   |           |

Source : Arrêté Préfectoral n°2007/DDASS/SE/002 du 08 Juin 2007



### Impacts liés à la gestion des eaux usées

Le traitement des eaux usées du Bourg est assuré par une station d'épuration de type lagunage naturel, mise en service en 1992. Elle a une capacité de traitement nominale de 700 équivalent-habitants (EH) et de 105 m<sup>3</sup>/jour. Elle est située au Sud-Ouest du Bourg et au Sud du lieu-dit « Le Laurier vert ». Les rejets s'effectuent par infiltration, directement au Nord de l'équipement, par le biais d'une tranchée drainante.

En 2015, la charge maximale en entrée était de 245 EH, soit 35 % de la capacité nominale de la station. Le débit moyen entrant était de 49 m<sup>3</sup>/jour, soit 49,7 % de sa capacité de débit. L'équipement a par ailleurs été déclaré conforme, tant au niveau des performances que du respect des réglementations en vigueur.



Source : IGN Géoportail

Le Plan Local d'Urbanisme prévoit une augmentation de la population de 114 personnes sous 10 ans, soit une charge théorique supplémentaire correspondant à 16,3 % des capacités de la station d'épuration, portant la charge totale à 66 % de la capacité nominale.

Aucune réhabilitation ou extension de l'équipement ne seront donc nécessaires pour répondre aux besoins supplémentaires générés par le développement résidentiel.

- **Les principes de gestion des eaux usées prévues dans le document d'urbanisme garantissent l'absence d'impact du projet sur la salubrité publique et la qualité des eaux.**

## **Impacts liés à la gestion des eaux pluviales**

L'impact du PLU de Lavoux sur la qualité des eaux pluviales est évalué au regard de la modification de leur régime d'écoulement et de leur qualité, sur les zones destinées à être urbanisées sous 10 ans.

- **Les eaux pluviales issues des espaces privés**

Ces eaux pluviales proviennent des toitures des constructions, ainsi que des surfaces imperméabilisées aux abords des propriétés (terrasses, allées de garage). Elles sont réputées globalement propres, en conséquence notamment de l'interdiction prochaine de vente de produits phytosanitaires aux particuliers.

Afin de ne pas contraindre le développement résidentiel, le règlement du Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas de coefficient pour limiter les surfaces imperméabilisées sur les nouveaux espaces d'habitat. Il impose en revanche une gestion « à la parcelle » des eaux pluviales par les propriétaires, avec l'interdiction de rejet au réseau pluvial public, ce qui amène de facto à prévoir leur infiltration sur le terrain d'assiette de la construction.

Cette disposition réglementaire est imposée pour tous les secteurs du territoire, à l'article 9 du règlement :

*« Les eaux pluviales sont récupérées et résorbées sur le terrain d'assiette des projets par des dispositifs adaptés. En cas d'impossibilité technique, les eaux pluviales pourront être rejetées au réseau public (fossé, caniveau ou réseau enterré), s'il existe et s'il est suffisant, avec l'accord du gestionnaire. »*

■ **La propreté initiale de ces eaux et leur infiltration directe sur le terrain d'assiette des constructions garantit, à ce niveau, l'absence d'impact du projet sur la qualité des eaux.**

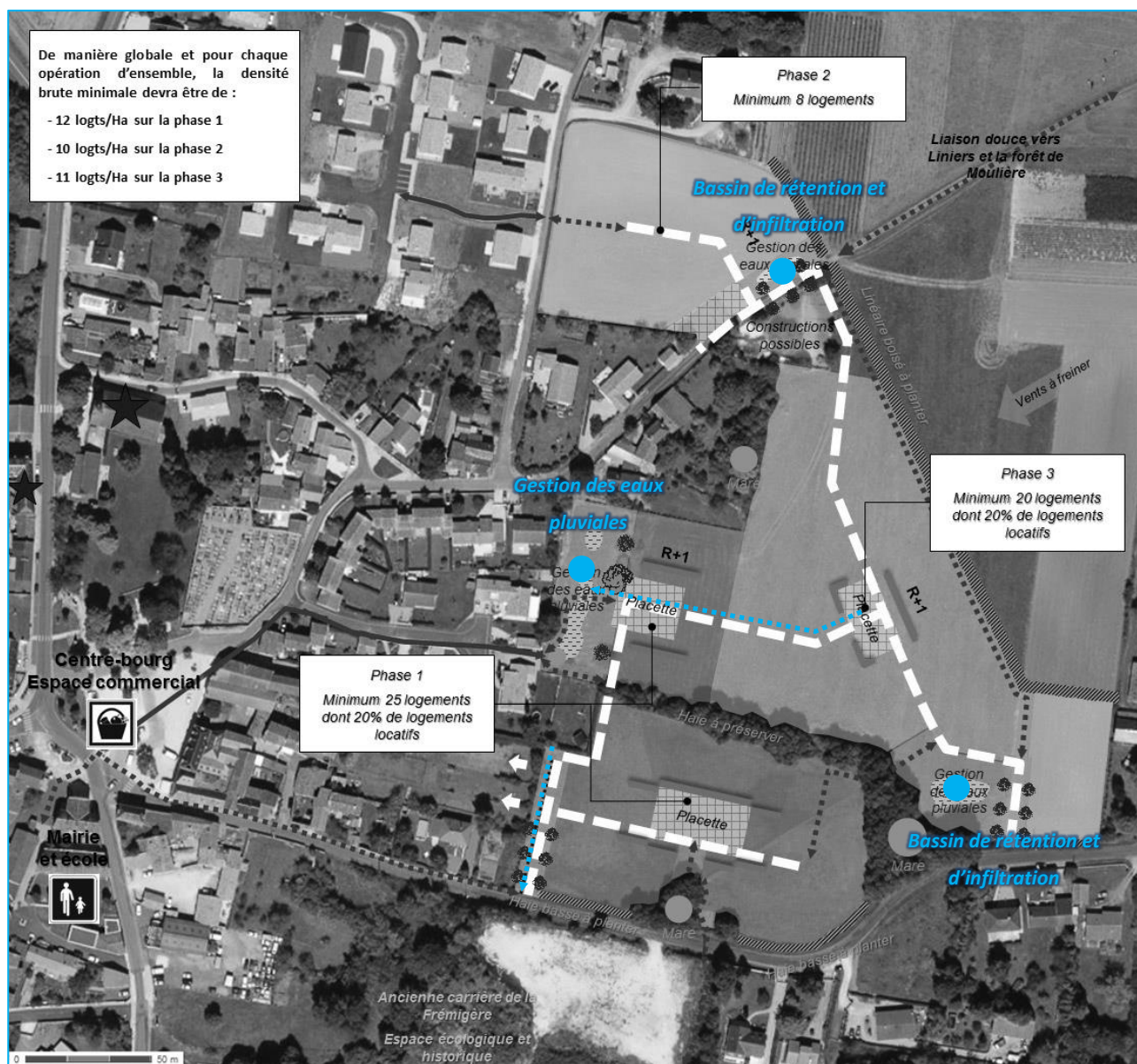
- **Les eaux pluviales issues des espaces publics**

De nombreuses études, menées depuis le début des années 1970 en France et à l'étranger, ont démontré l'importance de la pollution des rejets urbains par temps de pluie et leur impact sur le milieu naturel.

Le lessivage des surfaces imperméabilisées constitue l'un des facteurs majeurs de la pollution véhiculée par les eaux de ruissellement. À cela peuvent s'ajouter des pollutions dites « saisonnières » (salage des surfaces roulées pour l'entretien hivernal et l'utilisation de produits phytosanitaires pour l'entretien des bords de route) ainsi que des pollutions accidentelles (déversements ...).

**Sur le futur espace d'habitat des « Grands Champs »**, trois espaces dédiés au stockage doux et à l'infiltration des eaux pluviales sont prévus pour recevoir les eaux issues des voiries et des espaces publics imperméabilisés.

## Principes de gestion des eaux pluviales prévues à l'orientation d'aménagement et de programmation des « Grand Champs »

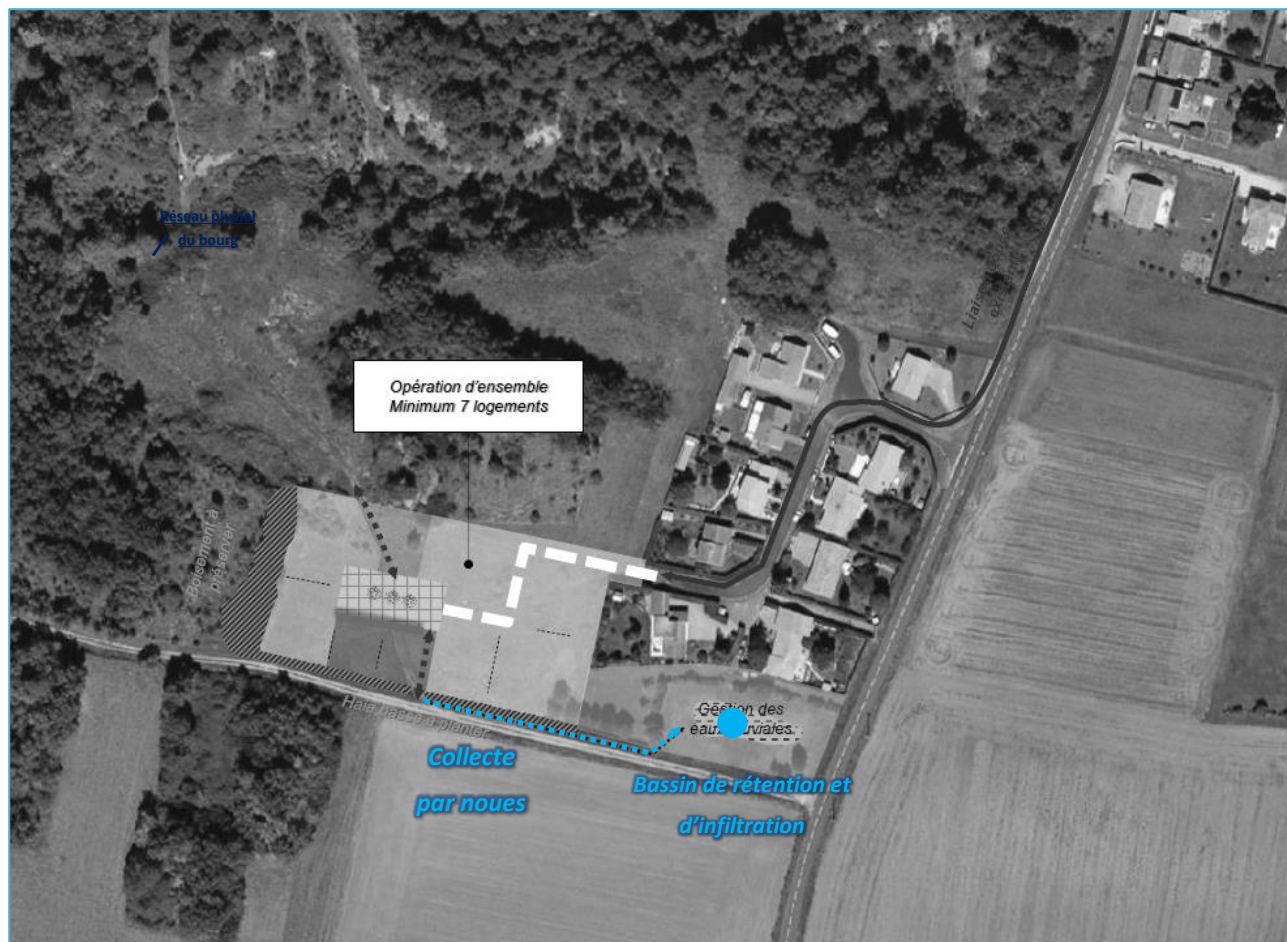


Source : Orientation d'Aménagement et de Programmation



Sur le futur espace d'habitat du « Bois des Chaumes », les eaux pluviales seront collectées par une noue au Sud de l'opération d'ensemble puis stockées dans un bassin de rétention et d'infiltration à l'Est de l'opération d'habitat. Ce bassin, de dimension modeste, peut servir de support à un espace vert.

### Principes de gestion des eaux pluviales prévues à l'orientation d'aménagement et de programmation « Le Bois des Chaumes »



Source : Orientation d'Aménagement et de Programmation

- Les principes de gestion des eaux pluviales imposés sur les zones à urbaniser garantissent, à ce niveau, l'absence d'impact du projet sur la qualité des eaux.

## LA QUALITÉ DE L'AIR

### Impacts liés aux déplacements

L'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation structurelle des besoins en déplacements, pour l'accès aux zones d'emplois ainsi qu'aux équipements, services et commerces. Ces besoins s'exprimeront dans le périmètre communal mais également et surtout au-delà, dans le contexte d'un fonctionnement périurbain du territoire.



Compte-tenu de la répartition modale des moyens de transports actuellement utilisés par les habitants de Lavoux, il existe un risque d'augmentation importante des trajets automobiles, estimé à 137 déplacements par jour<sup>1</sup>.

Afin de rationaliser la demande en déplacements, de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre la pollution de l'air, le PLU de Lavoux prévoit plusieurs dispositions pour favoriser les modes de déplacements alternatifs à l'usage individuel du véhicule automobile :

- › Aménagement des principales zones d'habitat dans un périmètre de 500 mètres autour de l'aire de covoiturage et des points d'accès au réseau de transports en commun ;
- › Création et développement de liaisons douces au sein du Bourg ainsi qu'entre celui-ci et les futures zones d'habitat pour l'accès aux équipements et commerces par des modes de déplacement non motorisés ;

■ **En raison de son ampleur modérée et grâce aux mesures mises en place pour limiter les déplacements automobiles, le développement résidentiel planifié à Lavoux dans le cadre du PLU n'impactera pas de manière notable la qualité de l'air.**

### **Impacts liés aux activités**

Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'accueil d'activités économiques générant des incidences notables sur la qualité de l'air. Les activités pouvant s'implanter en zone urbaine doivent en effet demeurer compatibles avec la présence de l'habitat.

■ **La mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'impacter la qualité de l'air par l'accueil d'activités générant des nuisances excessives.**

## **LA GESTION DES DÉCHETS**

Nonobstant les mesures de réductions prises en amont, l'augmentation prévue de la population communale générera une augmentation proportionnelle du volume des déchets ménagers produits. Ceux-ci seront éliminés dans le cadre des dispositions prévues par le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA).

Les espaces d'habitat sont conçus de manière à éviter la création d'impasses routières et permettent ainsi la circulation des engins de collecte des déchets. Dans le cas contraire, des placettes permettront le retournement de ces engins.

---

<sup>1</sup> Sur la base d'un accueil net de 114 habitants, comportant 60% d'actifs et nécessitant 2 trajets domicile/travail par jour.



# L'EXPOSITION AUX NUISANCES

## LES NUISANCES SONORES

Le document d'urbanisme est un outil permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

À Lavoux, il n'existe aucune infrastructure, activité ou équipement susceptible de générer des nuisances sonores excessives pour le voisinage. Le Plan Local d'Urbanisme ne prévoit pas l'aménagement d'éléments susceptible d'apporter de nouvelles nuisances ou d'en subir.

Les RD1, RD 20 et RD 139 supportent un trafic parfois modéré, constitué pour l'essentiel de véhicules légers. L'impact sonore de la circulation routière est atténué par la faible vitesse des véhicules dans le bourg de Lavoux.

■ **La lutte contre les nuisances sonores ne représente pas un enjeu notable sur la commune et n'est donc pas spécifiquement prise en compte dans le document d'urbanisme.**

## LES NUISANCES OLFACTIVES

À Lavoux, les seules activités susceptibles de générer des nuisances olfactives pour le voisinage sont les exploitations agricoles. Aucune n'est située à proximité du Bourg ou d'un village d'importance et aucune n'est classée au titre de la réglementation ICPE. Le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum. Le classement en secteur « A » de ces exploitations au PLU implique par ailleurs qu'aucune nouvelle construction ne peut être réalisée à proximité de ces exploitations. Enfin, un rayon de 50 mètres est localisé sur le plan de zonage du PLU en application du Règlement Sanitaire Départemental.

En matière d'infrastructure, une distance minimum de 100 mètres est respectée entre les secteurs urbanisés et la station de traitement des eaux usées. Celle-ci est isolée du Bourg par un secteur naturel « N ». Le potentiel de nuisances olfactives est ainsi réduit au minimum.



## LA PRISE EN COMPTE DES RISQUES

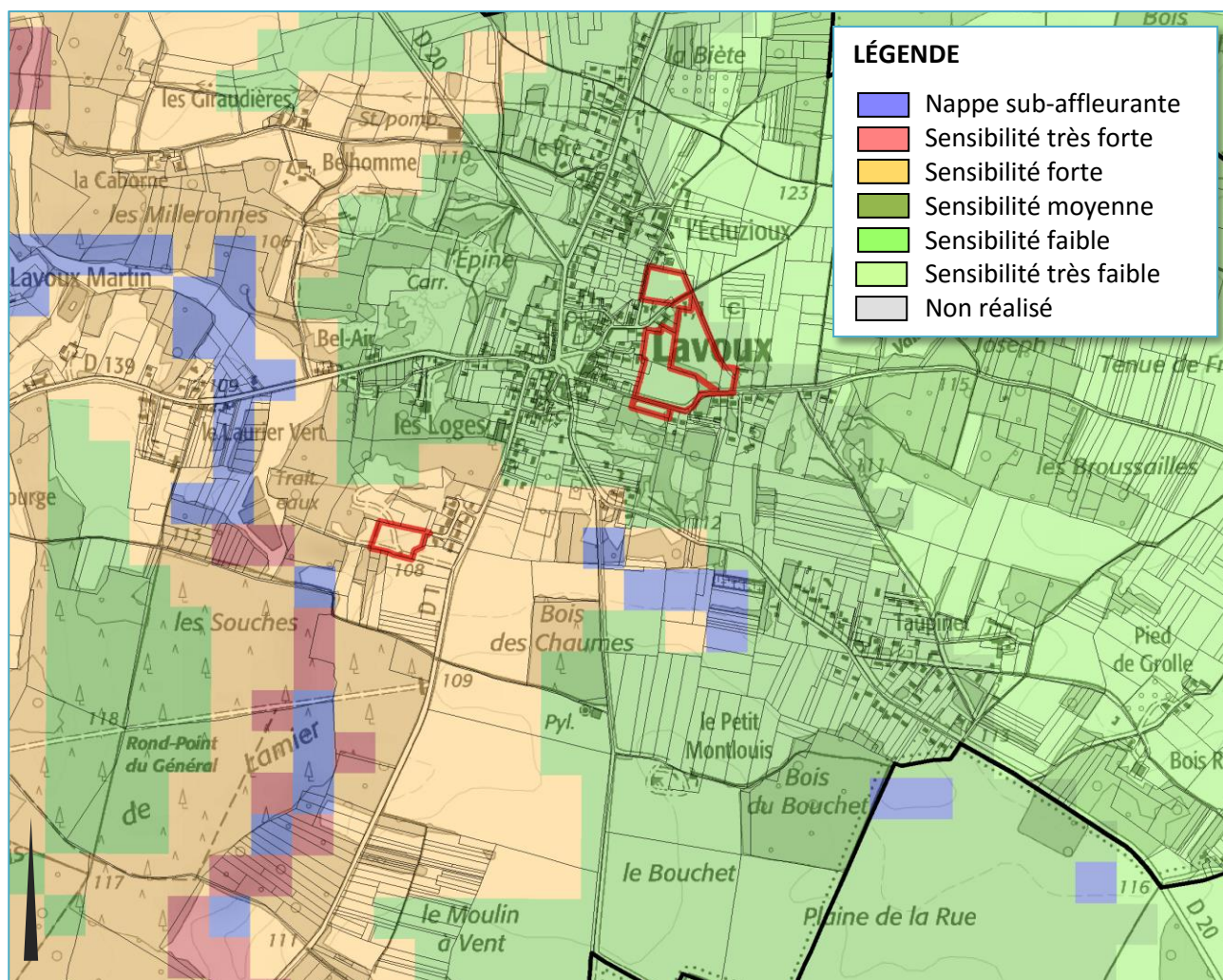
## LES RISQUES NATURELS

### **Prise en compte des risques liés à l'eau**

La commune de Lavoux ne comporte pas de cours d'eau. Le risque d'inondation est donc inexistant.

L'incidence potentielle du risque « remontée de nappe » a été étudiée par rapport aux zones ouvertes à l'urbanisation. Celles situées à l'Est du Bourg ne présentent pas d'aléa supérieur à « faible », comme illustré ci-dessous (secteurs « AUh » présentés en jaune). Seul le secteur « 1AUh » situé au Sud-Ouest du Bourg présente une sensibilité forte, en limite de l'axe de la vallée sèche entre « Le Laurier Vert » et « Les Loges ».

### Localisation du risque « remontée de nappe » vis-à-vis des zones à urbaniser



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BRGM, Zonage du PLU – Échelle : 1/15 000

■ Le risque d'inondation est limité sur la commune à l'aléa de remontée de nappe et ne génère pas d'incidence spécifique.

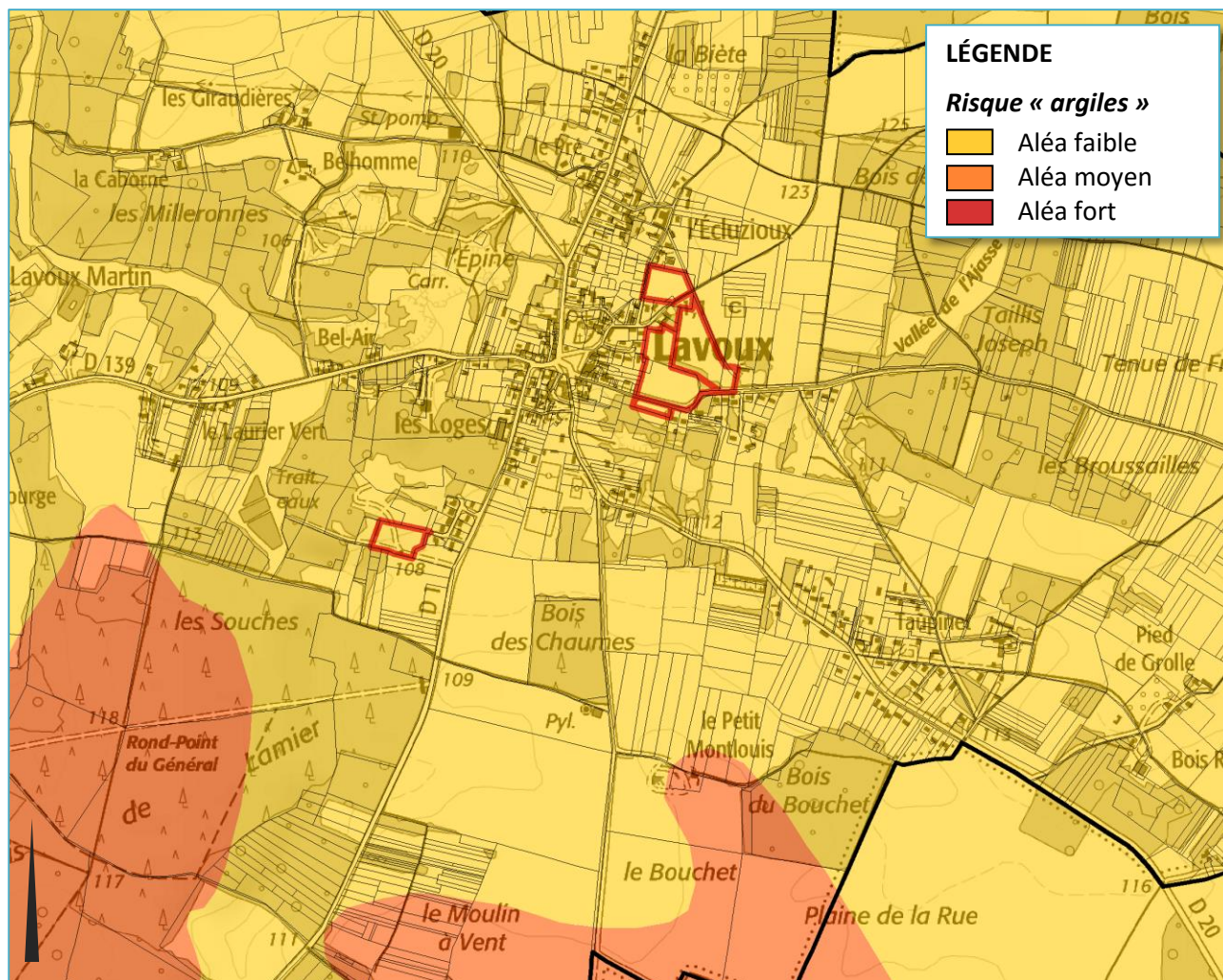


### Prise en compte des risques liés à la géologie

Les enjeux induits par les risques liés à la géologie sont de faible importance à Lavoux. Ils relèvent essentiellement des conséquences éventuellement générées par le comportement de certains types d'argiles sur l'intégrité des constructions. La connaissance de ce risque est exposée dans le rapport de présentation et est donc portée à l'information des pétitionnaires, afin que ceux-ci intègrent dans les futures constructions les dispositions techniques adaptées au contexte pédologique.

L'ensemble des zones à urbaniser au Plan Local d'Urbanisme se trouve dans des secteurs où le risque lié au retrait et au gonflement des argiles présente un aléa faible, comme l'illustre la carte ci-après.

#### Localisation du risque « argiles » vis-à-vis des zones à urbaniser



Source : SIG PARCOURS, Cadastre DGFIP, données IGN SCAN 25 et BRGM, Zonage du PLU – Échelle : 1/15 000

Aucun aléa lié à un risque de mouvement de terrain n'est répertorié sur la commune.

Deux cavités souterraines sont répertoriées par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) sur la commune. La connaissance de ce risque est exposée dans le rapport de présentation et leur localisation est portée au plan de zonage du PLU.

■ Les risques géologiques sont limités au retrait/gonflement naturel des argiles et ne génèrent donc pas d'incidence spécifique sur la commune.

## LES RISQUES ANTHROPIQUES

### La sécurité routière

L'article 8 du règlement impose des principes forts en matière de maintien de la sécurité routière pour les opérations de construction et d'aménagement, sur l'ensemble des secteurs de la commune :

- *Pour être constructible, tout terrain doit avoir accès à une voie publique ou privée soit directement soit par l'intermédiaire d'un passage aménagé sur fond voisin et éventuellement obtenu en application des dispositions du Code Civil.*
- *La largeur et l'aménagement des accès doivent permettre l'approche des engins de lutte contre l'incendie et de secours, le maintien des conditions de sécurité routière préexistantes ainsi que le fonctionnement des services publics de collecte des déchets.*

Les orientations d'aménagement et de programmation prévoient en outre le regroupement des accès automobiles, desservant les nouvelles constructions, sur la voirie interne des futures opérations d'ensemble. Ces voies bénéficient d'un accès unique sur les routes départementales existantes.

Le Plan Local d'Urbanisme de Lavoux assure également le maintien de la sécurité publique sur les voies ouvertes à la circulation en évitant tout développement linéaire de l'urbanisation en dehors des espaces déjà bâtis.

### Prise en compte des risques technologiques

Le territoire de la commune n'héberge aucune d'installation classée au titre des risques technologiques.

Aucun silo n'est en outre recensé sur le territoire communal. Lavoux ne comporte ainsi pas d'infrastructures ou d'activités susceptibles de représenter un danger pour les biens et les personnes.

- **L'exposition aux risques technologiques ne constitue donc pas un enjeu suffisamment important sur la commune pour être directement pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme.**





## **TROISIÈME PARTIE**

# **IMPACTS ATTENDUS SUR LES PAYSAGES ET LE CADRE DE VIE**



# LA PRÉSERVATION DES PAYSAGES

Les paysages présents à Lavoux possèdent un intérêt important pour le cadre de vie et le développement du tourisme vert, en raison de la diversité et de la qualité des éléments qui les composent. Ils constituent des atouts pour le développement résidentiel et économique et leur préservation est en ce sens un enjeu important qui doit être pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme.

Le Plan local d'Urbanisme de Lavoux prend en compte ces enjeux par la mise en œuvre de l'orientation **« Protéger l'héritage historique des carrières et aménager un cadre de vie agréable »** du Projet d'Aménagement et de Développement Durables.

Cette orientation renvoie à l'enjeu de maîtrise du développement résidentiel avec la localisation et l'intégration des nouvelles constructions au sein d'un territoire périurbain. Cet enjeu est pris en compte de la manière suivante :

- › La maîtrise de l'urbanisation résidentielle sur l'espace rural. En dehors du Bourg, le développement de l'habitat n'est autorisé qu'à travers l'évolution du bâti déjà en place ; l'implantation de nouvelles maisons d'habitations n'est pas autorisée ce qui évite de générer des impacts visuels excessifs.
- › L'organisation du développement agricole : les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole doivent être implantées à moins de 100 mètres des bâtiments agricoles existants (sauf dans le cas de la création d'une nouvelle activité agricole ou de la relocalisation d'un siège d'entreprise agricole). Cette disposition est motivée par la volonté de la collectivité d'éviter la dispersion des constructions agricoles sur le territoire de manière analogue et équitable avec l'interdiction de dispersion des constructions résidentielles, afin de préserver les paysages de la commune.
- › La préservation d'un écrin vert autour du Bourg à travers le classement en secteur naturel « N » ou naturel patrimonial « Np ». La préservation des paysages de la commune est également assurée à travers le maintien des coupures d'urbanisation entre les différents espaces bâtis.
- › L'inscription des carrières comme secteurs à protéger, classées en secteur naturel patrimonial « Np », à mettre en valeur et à requalifier pour leur intérêt culturel et historique, permet également la préservation de l'héritage historique et naturel de la commune.
- › Les *tanfiches* et les *cavaliers* issus de l'extraction des carrières sont également inscrits spécifiquement au titre des éléments de paysage à protéger, pour leur intérêt culturel, géologique et historique.

En complément de ces actions, la démarche de préservation des haies, arbres et boisements, engagée suite à la prise en compte de la trame verte et bleue, permettra également de préserver la qualité des paysages.

■ Le Plan Local d'Urbanisme prend en compte l'enjeu de qualité des paysages de manière transversale par l'organisation de l'implantation des constructions et par la préservation des éléments végétaux, évitant ainsi de générer des impacts visuels notables.



# LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

La qualité du cadre de vie relève majoritairement d'une perception subjective de l'environnement par les populations qui y résident. Outre les problématiques d'exposition aux nuisances (voir partie consacrée à ce sujet), la définition et la prise en compte de cette notion doivent donc être fondées sur des approches globales afin de pouvoir être traduites dans le Plan Local d'Urbanisme.

Ainsi, en complément de la prise en compte de la qualité paysagère, présentée ci-avant, le Plan Local d'Urbanisme est susceptible de préserver et de mettre en valeur le cadre de vie dans les domaines suivants :

- › La qualité des espaces publics et espaces verts.
- › L'accès à la nature et à l'espace rural.
- › Le maintien des éléments de patrimoine, garants de l'identité du territoire.

## **Qualité des espaces publics et espaces verts**

Les principes d'aménagements prévus dans les orientations d'aménagement et de programmation incluent la réalisation d'espaces publics permettant de desservir les constructions à implanter.

Ainsi, les principes d'aménagements paysagers prévus dans les orientations d'aménagement (espaces de gestion des eaux pluviales, plantations de haies...) garantissent le maintien du cadre de vie sur les nouveaux espaces urbanisés.

## **Accès à la nature et à l'espace rural**

Les chemins ruraux constituent un patrimoine commun, pour leur fonction circulaire, leur intérêt historique ainsi que pour leur rôle d'accès à la nature et à l'espace rural (itinéraires de promenade et randonnées). Leur préservation revêt en ce sens un enjeu majeur pour le maintien du cadre de vie.

À Lavoux, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de 36,9 kilomètres de chemins en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction de ces chemins est ainsi soumise au dépôt d'une déclaration préalable en Mairie.

## **Pérennité des éléments de patrimoine**

Le petit patrimoine bâti, héritage des activités rurales passées, constitue un élément essentiel du cadre de vie en représentant des points de repères historiques, culturels et identitaires du territoire.

À Lavoux, cet enjeu est pris en compte grâce à l'inscription de 10 éléments architecturaux en tant qu'éléments de paysage à protéger. La destruction partielle ou totale de ce patrimoine est ainsi soumise au dépôt d'un Permis de démolir en Mairie.